



Déclaration au CTSD 5 septembre et du CDEP du 6 septembre 2016

L'heure de la rentrée a sonné pour 860 000 enseignants et 12 millions d'élèves qui ont repris le chemin de l'école, du collège ou du lycée. Depuis plusieurs jours, Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, se répand dans les médias pour vanter « sa rentrée ». Réforme du collège, nouveaux programmes, retour en force de la morale sont les maîtres mots de son discours. Mais au-delà l'affichage, qu'en est-il réellement de la rentrée 2016 dans notre département ?

La rentrée 2016 est, une nouvelle fois, placée sous le signe de l'austérité. On est loin des 60 000 postes promis en 2012. Cela a pour conséquence pour le premier degré à devoir organiser la rentrée avec un nombre très insuffisant de postes pour répondre aux besoins. Nous avons durant les mois de juillet et d'août alerté les parlementaires sur la nécessité d'une rallonge en terme de postes mais visiblement le gouvernement n'entend pas. Cette rentrée sera dans de nombreuses écoles de notre département tout sauf bonne. La FSU continuera son action pour exiger de meilleures conditions pour la réussite scolaire de tous les élèves, d'où qu'ils viennent. Cela passe par une politique autrement plus ambitieuse en matière d'éducation.

En ce qui concerne la réforme du collège la profession ne s'est pas laissée bernier par les arguments pseudo-pédagogiques du ministère qui se targuait de donner la priorité aux élèves les plus fragiles : plus d'un an de lutte contre une réforme qui entend réduire les inégalités scolaires en supprimant 4h.30 hebdomadaires d'enseignement sur l'ensemble de la scolarité au collège, en supprimant ou en fragilisant des enseignements comme les langues anciennes ou les sections euro ou bilingues. Tout ceci relève de la supercherie et permet de laisser les choix se faire toujours plus au local, au détriment du commun.

Quatre années de programmes nouveaux à mettre en place à la même rentrée, une nouvelle maquette pour le DNB, des gadgets pédagogiques inopérants (AP, EPI) imposés d'en haut comme LA solution aux difficultés des élèves... La liberté pédagogique, essentielle aux enseignants-concepteurs est de toute évidence la cible privilégiée des réformateurs contre une profession dont on tente de faire des membres de simples exécutants dociles et zélés.

La FSU, avec l'intersyndicale du second degré, appelle les personnels à se mobiliser le 8 septembre pour à nouveau dénoncer cette réforme et revendiquer la définition de LEUR métier : enseignant du second degré, au service de la réussite de TOUS les élèves.

Et plus largement la FSU appelle à continuer l'action contre la loi El Khomri et sera partie prenante de la grève et de la mobilisation du 15 septembre prochain.

Les élus FSU,
Lisa DUCROS, Joëlle MASSON, Philippe BOULARD, Didier LIENNART